

Enquête emploi 2013

Chômage : 29% des Réunionnais 58% des jeunes Réunionnais

La population réunionnaise au regard de l'emploi en 2013
Taux de chômage, d'activité et d'emploi à La Réunion

	2013						2012		
	Actifs occupés	Chômeurs	Inactifs	Taux d'activité (%)	Taux d'emploi (%)	Taux de chômage (%)	Taux d'activité (%)	Taux d'emploi (%)	Taux de chômage (%)
Ensemble									
15 ans ou plus	250 600	102 100	289 700	54,9	39,0	29,0	54,4	38,8	28,7
15-64 ans	247 700	102 100	213 000	62,2	44,0	29,2	61,5	43,7	28,9
15-24 ans	17 700	25 200	84 500	33,7	13,9	58,6	32,3	14,3	55,7
25-49 ans	164 400	62 600	63 600	78,1	56,6	27,6	78,0	56,4	27,6
50-64 ans	65 600	14 400	64 800	55,2	45,3	18,0	53,8	44,0	18,1
Hommes									
15 ans ou plus	134 100	52 900	187 000	61,3	43,9	28,3	61,1	44,6	27,1
15-64 ans	132 400	52 900	185 400	68,4	48,9	28,6	68,2	49,5	27,3
15-24 ans	10 600	14 200	24 800	37,9	16,2	57,2	37,8	17,4	54,1
25-49 ans	86 400	30 400	116 800	86,5	64,0	26,0	86,4	64,8	25,0
50-64 ans	35 400	8 400	43 800	61,8	50,0	19,1	60,6	49,7	18,0
Femmes									
15 ans ou plus	116 500	49 200	165 700	49,1	34,5	29,7	48,3	33,5	30,6
15-64 ans	115 200	49 200	164 400	56,4	39,5	29,9	55,4	38,3	30,8
15-24 ans	7 100	11 000	18 100	29,2	11,5	60,6	26,6	11,2	58,1
25-49 ans	78 000	32 200	110 100	70,8	50,1	29,2	70,7	49,2	30,4
50-64 ans	30 100	6 000	36 100	48,9	40,8	16,6	47,1	38,5	18,3

Source : Insee, Enquêtes emploi Réunion (situation au 2^e trimestre).

Les principaux chiffres de l'Enquête emploi 2013.

Lors d'une conférence de presse hier, l'INSEE a dévoilé les résultats de son enquête emploi annuelle. Malgré toutes les mesures prises, le chômage continue d'augmenter, même chez les jeunes. 29% des Réunionnais sont au chômage, et 58% des jeunes. C'est trois fois plus qu'en France et cela justifie des mesures d'urgence adaptées à la situation de La Réunion.

L'INSEE vient de publier l'Enquête emploi 2013. Ce document décrit une situation bien différente de celle de la France, avec un taux de chômage trois fois plus élevé. Le nombre et la proportion des chômeurs a continué d'augmenter en 2013, notamment chez les jeunes. Cela relativise immédiatement toutes les opérations de communication réalisées l'an passé. Chaque visite ministérielle avait sa cérémonie de signature de quelques contrats emplois d'avenir. Si cette mesure a permis à des jeunes de sortir du chômage, elle est bien insuffisante au regard de la crise actuelle. En effet, le discours tenu en France est celui de l'inflexion de la courbe du chômage des jeunes. À La Réunion,

les statistiques publiées par l'INSEE montrent que chez les 15-24 ans, le taux de chômage est passé de 55 à 58%, soit une hausse de 3 points.

Loin des effets d'annonce

Dans notre île, non seulement les jeunes sont la catégorie la plus touchée par le chômage, mais en plus c'est dans la jeunesse que le taux de chômage a le plus augmenté en 2013. Ces chiffres ne sont pas seulement le résultat de la conjoncture, ils sont la conséquence d'une crise profonde qui dure depuis des décennies, aggra-

vée par la décision de casser le plan de relance réunionnais que Paul Vergès avait réussi à négocier avec le gouvernement. Si ce plan de relance avait été appliqué, la situation serait incontestablement meilleure. Chacun est donc face à ses responsabilités, notamment ceux qui ont choisi de faire perdre l'Alliance lors des élections régionales de 2010.

Conséquence de choix politiques

Quand les socialistes décident de donner la présidence de la Région à l'UMP, ils ont une responsabilité écrasante

dans la suite des événements, car c'est la casse du tram-train, du projet de route du littoral et de grands chantiers tels que la MCUR. Arrivés au pouvoir à Paris, les socialistes ne remettent pas en cause les décisions prises par l'UMP à la Région. Ils décident l'application mécanique dans notre île de mesures décidées pour la France. L'Enquête emploi 2013 montre le résultat de cette politique. Elle est manifestement inefficace. Le nouveau gouvernement saura-t-il entendre les propositions réunionnaises pour lutter contre le chômage?

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès

69^e année

DIRECTEURS DE PUBLICATION :

1944-1947 : Roger Bourdageau • 1947 - 1957 : Raymond Vergès • 1957 - 1964 : Paul Vergès • 1964 - 1974 : Bruny Payet • 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom • 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon • 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud • Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

RÉDACTION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
EMAIL RÉDACTION : temoignages@wanadoo.fr
SITE WEB : www.temoignages.re

ADMINISTRATION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
EMAIL AVIS, ABONNEMENT : avis.temoignages@wanadoo.fr
EMAIL PUBLICITÉ : pub.tem@orange.fr

Édito

Le sectarisme de Bello entraîne Hoarau dans une impasse

La première expérience intercommunale a démarré au Port, avec le SIVOMR. Les 6 maires communistes qui le composait mutualisaient des moyens communaux pour s'octroyer des services intercommunaux. Les décisions étaient prises selon la règle de l'unanimité. C'est à dire que si une décision n'était pas partagée par tous les 6 membres, il fallait travailler à sa maturité. Le débat et le consensus étaient la règle. Nous étions dans la communauté affinitaire.

Plus tard, cette première expérience a pris en compte le niveau de contribution de chaque membre, en considérant les plus faibles. C'est ainsi qu'est née «la solidarité intercommunale». En bref, cela veut dire qu'une commune riche doit aider les plus pauvres, sans pour autant que cela ne devienne une prime pour ne rien améliorer. Les décisions étaient toujours prises à l'unanimité. Même lorsqu'il y a eu changement de municipalité et que la bureaucratie de l'Etat est venue casser la dynamique originelle, pour imposer des communautés géographiques, la règle de l'unanimité est restée. Gloire à tous les maires issus de différents partis!

Ce sont-là des acquis précieux pour une démocratie de projet. Hélas, la bureaucratie - fille de la culture politique parisienne - a décidé de politiser l'intercommunalité. Ainsi, finie la coopération entre municipalités où chaque commune désignait ses membres, place à l'affrontement politicien, à travers majorité et opposition. En prenant le cas du TCO, désormais les membres sont des conseillers élus par le peuple, et l'assemblée doit dégager une majorité. Forcément sur la base d'une plate forme politique majoritaire. La minorité n'a qu'à bien se tenir. Voilà l'usine à gaz dans laquelle nous ont entraîné les Députés qui ont voté cette loi. Quelle a été l'attitude de Huguette Bello à l'époque de ce désordre? A-t-elle alerté ses concitoyens sur les dérives du système? A voir comment elle s'est battue pour que la commune de Saint Paul ait la majorité des sièges, seule, cela laisse entendre plutôt qu'elle en était d'accord.

Maintenant, la réalité est cruelle. Soit le conseiller communautaire, par ailleurs maire du Port, accepte la majorité et son programme, soit il en est contre. Brandir son titre de maire, c'est comme un billet d'argent périmé: ça n'a plus de valeur! En acceptant le poste de vice-président, il est rentré dans un piège. Il ne peut pas s'inventer une place d'opposition dans la majorité! Ou bien il fait partie de la majorité, et il accepte le bilan. Ou bien, il est contre le bilan à priori, et c'est un rigolo.

En cherchant à tout prix un strapontin, il lui faudra se taire ou se démettre. Il est encore temps.

Le plus cocasse c'est quand Huguette Bello traite Loulou «d'usurpateur». Là, elle exprime sa méchanceté, fait étalage de son ignorance, usurpe la responsabilité des Portois et finit par se ridiculiser. Car, au fond, dans la nouvelle configuration, si tous les conseillers communautaires du Port sont représentés, c'est tant mieux, non? Dans le désordre imposé par les Députés, les conseillers communautaires du Port auraient montré qu'ils savent agir UNIS pour les intérêts Portois. Mais, pour arriver à ce raisonnement, simple, il faut tordre le coup au sectarisme. Il ne faut pas que Huguette Bello soit là. C'est trop dur pour elle.

J.B.

Communiqué de presse du PCR**Le PCR réagit aux déclarations de Claude Hoarau parue dans la presse**

Suite aux déclarations de Claude Hoarau dans la presse du 16 avril, le PCR tient à faire la mise au point suivante.

Précisons d'emblée que cette mise au point ne constitue ni une polémique face à une agression contre la direction du Parti, ni une réaction d'ordre personnel mais qu'elle est un rappel nécessaire des principes qui sont à la base du fonctionnement du Parti.

Durant plus de 50 ans, le PCR a subi de la part de ses adversaires la calomnie, l'emprisonnement, la violence, la fraude, le sectarisme... Face à cette coalition, le Parti a tiré sa force dans la cohésion, l'unité et l'abnégation. Notre histoire est ponctuée de démonstrations de cette force inestimable.

Cette période a été aussi marquée par des discussions internes, très vives, mais riches et constantes qui assuraient l'unité de l'ensemble. Des milliers de témoins ont vécu ces principes et pratiqué cette efficacité. Beaucoup ont déjà disparu.

Aujourd'hui, nous assistons malheureusement à une rupture de cette unité idéologique.

Des camarades du Parti s'adressent personnellement à l'opinion, en

totale rupture avec ces traditions et cette fidélité aux principes. Ils fournissent ainsi des arguments à nos adversaires pour nous combattre.

Ils s'adressent aux électeurs qui nous font confiance mais pas aux militants qui fondent le Parti et qui découvrent, par hasard, dans la presse des arguments qui auraient dû être discutés dans des instances prévues à cet effet. Pourtant, ces camarades sont régulièrement invités à ces instances. On constate que leur absence ou leur silence se traduisent par une adresse publique.

On s'interroge sincèrement de savoir pourquoi Claude Hoarau n'a-t-il pas exposé ses arguments dans les instances du Parti? On aurait pu ainsi garder cohésion et respect des principes.

Comment ne pas considérer que de telles interventions publiques constituent un élément de division? Lors des dernières municipales, des électrices et des électeurs ont été trompés et se sont divisés. Comment les réconcilier ensuite avec le

Parti? Il y a une différence à faire entre des électeurs trompés et les dirigeants qui ont organisé la division.

Jamais, lors de ces divisions, nous avons entendu les arguments théoriques des diviseurs. Toujours, ils mettent en avant des attitudes personnelles et refusent de discuter sur le fond.

Si, aujourd'hui, nous appelons publiquement à stopper la polémique publique, nous souhaitons en même temps la discussion. Que les camarades sincères, qui estiment avoir des idées, des suggestions, des critiques même à faire prévaloir, sachent que nous leur demandons de venir discuter dans les instances appropriées. Car, seul le débat fraternel peut rapprocher les points de vue qui s'expriment et fera avancer le Parti.

Le 17 avril 2014

Pour le PCR,
Yvan Dejean, secrétaire général

Après le Conseil des ministres de la COI**Nou Lé Kapab (AJFER) demande la démission de Claudine Ledoux**

Dans un communiqué diffusé sous la signature de son président Gilles Leperlier, l'AJFER-Nou Lé Kapab demande la démission de l'ambassadrice de France à la coopération régionale dans l'Océan Indien. Voici les arguments exposés par l'organisation:

Le 16 octobre dernier, Nou Lé Kapab (AJFER) a mené la mobilisation contre la nomination de Claudine Ledoux comme ambassadrice déléguée à la coopération régionale dans la zone de l'Océan Indien, lors de sa visite à La Réunion. Une nomination qui intervient alors que nous avons des Réunionnais, ayant les compétences pour occuper les postes, qui avaient postulé. Depuis l'ambassadrice nous a démontré sa méconnaissance de la l'Océan Indien et de ses enjeux.

Lors de son premier déplacement à Mayotte, en novembre 2013, elle avait reconnu l'appartenance de Mayotte à l'Union Comores. Une première erreur mise sous le signe

d'une maladresse à l'époque. En janvier 2014, lors de la célébration des 30 ans de la Commission de l'Océan Indien (COI), organisé aux Seychelles, Madame Ledoux a refusé à nos représentants de s'exprimer sur la place de La Réunion dans l'Océan Indien. Selon elle, nos élus n'étaient pas habilités à représenter la France. Un mépris de La Réunion et des réunionnais qui est toujours dans la mémoire collective.

Il y a quelques jours, lors du Conseil des ministres de la COI, à Moroni aux Comores, Madame Ledoux a carrément exclu la délégation mahoraise des débats. Un comportement déplacé et inacceptable dénoncé par la population maho-

raise. Des erreurs qui s'accumulent à moins d'un an de sa nomination.

Face à l'attitude méprisante et irrespectueuse de Claudine Ledoux, Nou Lé Kapab (AJFER) demande la démission de l'ambassadrice déléguée à la coopération régionale dans la zone de l'Océan Indien. Nou Lé Kapab (AJFER) va interpeller le nouveau Premier ministre, Manuel Valls et la ministre de l'Outre-mer, George Pau-Langevin sur l'attitude de l'ambassadrice déléguée à la coopération régionale dans la zone de l'Océan Indien, et pour que sa démission intervienne dans les plus brefs délais.

Application du plan d'austérité

Les prestations sociales pas revalorisées

Lors de son allocution, Manuel Valls a indiqué qu'il «n'est pas question, évidemment, de diminuer le montant des prestations sociales. Mais dans le contexte économique actuel, le nôtre, elles ne seront pas revalorisées jusqu'en octobre 2015».

«Il n'est pas question évidemment de diminuer le montant des prestations sociales mais, dans le contexte exceptionnel qui est le nôtre, elles ne seront pas revalorisées jusqu'en octobre 2015», a indiqué le Premier ministre. Précisant que la mesure ne touchera pas le minimum vieillesse ainsi que tous les minima sociaux (RSA, ASS, allocation adulte handicapé).

4,8 milliards à trouver

Sur les 50 milliards d'économies de dépenses annoncées par le gouvernement d'ici à 2017, près de 10 milliards seront supportés par les ménages. Près de la moitié de cette somme est économisée, grâce à la réforme des retraites, celle de la politique familiale ou encore de l'assurance-chômage. Mais le gouvernement doit trouver 4,8 milliards d'euros.

Ces économies passeront par le gel de ces prestations, jusqu'en octobre 2015. Celles-ci conserveront leur niveau actuel et ne seront pas réévaluées du montant de l'inflation, soit +0,7% en 2013. La crise actuelle laisse présager une hausse de l'inflation et une baisse du pouvoir d'achat des Français.

Bien que la hausse des prix reste faible, l'énergie coûte de plus en plus chère et les collectivités locales pourraient compenser leurs faibles dotations par une hausse des impôts locaux, tandis que sur le plan étatique, le gouvernement ne prévoit pas de nouvelle hausse d'impôt. Face à la tempête de critiques reçue à l'issue de son allocution, Manuel Valls, invité sur France 2, a refusé le terme «d'austérité». Ce dernier a préféré parler des «grandes priorités du président» préservées comme la jeunesse, avec 60.000 création de postes dans l'Éducation nationale, «des emplois pour la police, la gendarmerie, la justice, les nouvelles prisons qui vont être construites», les «moyens pour la recherche, l'innovation, l'université, c'est-à-dire l'innovation de demain, l'intelligence de notre pays sur les marchés».

Tous les ménages concernés

La retraite de base ne sera pas revalorisée, comme la retraite complémentaire. En 2014, les retraités, touchant le mini-



Le plan du gouvernement contre la pauvreté avait été présenté à La Réunion. Son application sera retardée.

mum vieillesse, verront leurs revenus progresser. Les allocations familiales n'augmenteront pas le 1er avril prochain. Pareil pour l'allocation de rentrée scolaire, qui restera l'an prochain à 362,63 euros pour les 6-10 ans, à 382,64 euros pour les 11-14 ans et à 395,90 euros pour les 15-18 ans.

La prestation d'accueil du jeune enfant, aidant les parents d'enfants de moins de trois ans, restera inchangé. Enfin, pour l'allocation de soutien familial (familles monoparentales) et au complément familial (familles nombreuses), aucun des deux ne seront réévalués avant le 1er septembre 2015.

Concernant l'Aide personnelle au logement, l'allocation de logement familial et l'allocation de logement social, celles-ci

ne seront pas revalorisées en fonction de la hausse des prix de l'immobilier ni cette année, ni l'an prochain. Parmi les prestations sociales non revalorisées, l'allocation adulte handicapée (AAH) sera bien revalorisée mais pas pour les prestations pour les handicapés.

L'allocation de solidarité sociale (ASS), versée aux demandeurs d'emploi arrivés en fin de droits ou aux chômeurs de plus de 50 ans, sera réévaluée. Pour les détenteurs du revenu de solidarité active (RSA), leur prestation ne sera pas revue contrairement à la promesse de François Hollande en 2013.

Céline Tabou

Après l'annonce des mesures d'économie

Tempête sur Manuel Valls

Quelques heures après son allocution, le Premier ministre, Manuel Valls a été le sujet de vive critique de la part de l'opposition, du PCF, du Parti Gauche mais également de députés socialistes. Ces derniers ont découvert à la télévision les mesures engagées par le gouvernement.

A l'issue du Conseil des ministres sur le pacte de responsabilité et les 50 milliards d'euros d'économies, Manuel Valls a affirmé les efforts budgétaires supportés pour 18 milliards par l'Etat, 11 milliards pour les collectivités et 21 milliards pour la protection sociale.

Les socialistes «atterrés»

D'après l'Agence France Presse présente lors de la déclaration du Premier ministre, de nombreux députés PS sont «atterrés» par les annonces faites. Celles-ci sont jugées «inacceptables en l'état sur le fond comme sur la forme», a déclaré mercredi 16 avril Christian Paul, l'un des députés frondeurs qui avaient signé l'appel au gouvernement à un «Contrat de majorité» avant le vote de confiance.

Ce dernier a expliqué que «le groupe socialiste a découvert dans un silence total ces annonces». Même consternation pour Michel Pouzol, Laurent Baumel et Jérôme Guedj, signataires du contrat. La sénatrice Marie-Noëlle Lienemann, membre de l'aile gauche du PS, a affirmé que les annonces de Manuel Valls allaient être «très défavorables aux classes modestes et populaires», a relevé l'AFP. Cette dernière a estimé qu'il n'y avait aucune «justice sociale» dans les mesures engagées.

Les syndicats dénoncent une politique «brutale»

Le secrétaire générale de la CGT, Thierry Lepaon, a affirmé que «ce gouvernement est dur avec les faibles et faible avec les

durs», en évoquant une politique «brutale». «Les mesures annoncées sont régressives» et «visent à accompagner une stratégie d'austérité», a-t-il affirmé sur BFM-TV. Ce sont de «mauvaises nouvelles» comme «le gel des salaires des fonctionnaires» alors qu'au «même moment il a trouvé 30 milliards d'euros pour les entreprises», dans le cadre du pacte de responsabilité.

Le tournant libéral semble se confirmer, le leader de la CGT a rappelé que, lors de sa rencontre la semaine dernière avec Manuel Valls, le Premier ministre avait garanti «des discussions et des concertations» sur les mesures à prendre. Mais «la politique brutale menée par Manuel Valls ne prend pas en compte les propositions qu'ont pu faire les syndicats», a-t-il dénoncé.

De son côté, le numéro un de Force ouvrière, Jean-Claude Mailly, a estimé que les mesures annoncées vont «accroître la précarité et la pauvreté». Ce dernier a jugé «inacceptable» la poursuite du gel des salaires des fonctionnaires. «De telles décisions vont pénaliser lourdement, notamment les plus défavorisés, et accroître les inégalités, la précarisation et la pauvreté» et feront «également glisser l'économie française vers la déflation», a-

t-il affirmé.

La Gauche dénonce

Olivier Dartigolles, du Parti Communiste Français, a parlé d'une politique «Plus vite, plus fort», en effet, «mais en aucun cas 'plus juste'». Le PCF a dénoncé dans un communiqué de presse qu'en dehors des «arbitrages», «à la marge» du Premier ministre, décidés «sans consultation du Parlement et des partenaires sociaux», le pacte de responsabilité a «gravé dans le marbre une austérité que surveillent de près la Commission européenne et le patronat». Olivier Dartigolles a assuré, à propos du plan d'économies, «ça va saigner. Et à tous les étages».

Jean-Luc Mélenchon, co-président du Parti de gauche, «Valls fait l'huissier de la Commission européenne. La Commission a dit: 'Vous paierez'. Valls commence la saisie». De son Europe Ecologie Les Verts, «Les écologistes (...) estiment que ce plan d'économies est incompatible avec la transition écologique et sociale».

Ajoutant, qu'il s'agit d'une «injustes socialement, ces économies ne permettront en outre aucune réorientation de l'économie pour créer des emplois dans les filières d'avenir et réindustrialiser la France. En l'état, on continue à vouloir soutenir les entreprises de manière indifférenciée sans condition ni garantie. C'est l'annonce d'un immense gâchis qui a été confirmée ce mercredi matin».

Céline Tabou

"Alon sazanrézoné"

Billet philosophique

«Le chemin de la sagesse»

Lundi dernier, à l'occasion de la célébration de la nouvelle année du calendrier tamoul (l'an 5115), Daniel Minienpoullé, président de la Fédération Tamoule de La Réunion, a exprimé ses vœux de bonne année "Jaya" ("la victoire") à tout notre peuple en nous invitant à donner un sens profond à notre vie dans les mois à venir. Une «victoire sur soi nous menant sur le chemin de la sagesse», dit-il, notamment par la «victoire sur nos mauvaises pensées, nos mauvaises actions». Voilà de quoi nous faire réfléchir sur l'importance et le sens que nous

À ce sujet, nous voudrions vous faire connaître — avec quelques intertitres — le texte d'un magnifique diaporama que nous a envoyé un Réunionnais "ami de la philo" sous le titre : «Petites astuces pour une vie meilleure en 2014». Ce documentaire présente 36 belles photos de «cactées en fleurs» et, avec chacune de ces images, un conseil pour notre vie quotidienne.

Selon notre correspondant, ces idées, «belles à regarder», sont «difficiles à appliquer, mais quel bon sens pour la vie!». Si des lectrices et lecteurs de cette "rubrique-philos" souhaitent voir et faire voir la projection de ce diaporama et puis en débattre, nous sommes à leur disposition.

En attendant, voici le texte intégral de ces pensées signées «Amicalement. DF» et soumises bien sûr à votre esprit critique, même si l'auteur nous déclare : «N'hésitez pas à envoyer ceci à ceux qui vous sont chers».

Gardez toujours les 3 "E"

«Faites 10 - 30 minutes de marche quotidienne et souriez en marchant.

- Chaque jour, restez assis 10 minutes en gardant le silence.
- Dormez au moins 7 heures.
- Gardez toujours les 3 "E" : Énergie, Enthousiasme et Écoute.
- Amusez-vous souvent.
- Lisez encore plus que l'année dernière.
- Buvez beaucoup d'eau (j'ai dit : de l'eau).
- Mangez des fruits et légumes bio plutôt que tout ce qui provient de l'industrie.
- Faites un petit déjeuner de Roi, un déjeuner de Prince et un dîner de Pauvre.
- Réservez du temps à la méditation. Cela procure l'énergie nécessaire pour faire face au stress quotidien de la vie.

Voyez plutôt le côté positif

- Rêvez tout éveillé.
- Souriez et riez encore plus.
- Essayez chaque jour de faire rire au moins 3 personnes.



Daniel Minienpoullé.

- Ne dépensez pas votre énergie en paroles inutiles.
- N'ayez pas de pensées négatives sur les choses que vous ne pouvez pas contrôler. Voyez plutôt le côté positif de la situation.
- Passez plus de temps avec les personnes de plus de 70 ans et de moins de 6 ans.
- La vie est trop courte pour perdre du temps à haïr les gens.
- Ne vous prenez pas au sérieux. Personne ne l'est.
- Oubliez les échecs du passé. Ne rappelez pas à l'autre ses erreurs anciennes. Cela ne sert qu'à détruire le bonheur présent.
- Sachez que la vie est une école et que vous êtes là pour apprendre; les problèmes font partie de votre scolarité. Ils apparaissent et disparaissent comme l'algèbre, mais les leçons apprises vous suivront tout au long de la vie.

Sachez pardonner

- Ne vous justifiez pas sans cesse. D'accord ou pas.
- Ne comparez pas votre vie à celle d'un autre. Vous n'avez pas idée de ce qu'elle peut être.
- Faites la paix avec le passé pour vivre pleinement le présent.
- Au travail on ne vous prête pas attention ? Peu importe, vos vrais amis seront toujours là.
- Sachez pardonner.
- Peu importe ce que les gens pensent de vous. Ce n'est pas votre problème.

- Aussi difficile que soit la situation, elle ne pourra que s'améliorer.
- Débarrassez-vous de tout ce qui est inutile pour ne garder que le meilleur.
- Ne soyez pas envieux. Ce n'est qu'une perte de temps.
- Le meilleur est à venir.

Quelque chose de bon aux autres

- Peu importe comment vous vous sentez. Levez-vous, habillez-vous et sortez.
- Vivez pleinement en respectant vos limites.
- Vous êtes heureux... Montrez-le !
- Faites les bons choix.
- Appelez souvent votre famille.
- Chaque jour apportez quelque chose de bon aux autres.

Voilà quelques réflexions qui peuvent nous aider «à donner un sens profond à notre vie», comme le préconise Daniel Minienpoullé.

Roger Orlu

(*) Merci d'envoyer vos critiques, remarques et contributions afin que nous philosophions ensemble...! redaction@temoignages.re

Otété!**Tansion Zonou! Tansion zanbèk! Sa i ariv kan ou i bès la gard!**

Zot i koné zoué domino? Moin près pa, pars sa in n'afèr moin la fé kan moin lété jenn, kaziman marmay mé sa in kékshoz la zamé ral amoin pou vréman. Kan moin na in tan mi profèr révè-sa oui! Sa mi èm! Donk kan moin la sèy zoué lo domino, moin la romark in pé té i sèy fioné konm dann tout zé. Dann tan té i apèl sa in zonou. In lébzanp? Ou la poin morso troi, ou i mète in morso kat épi ou i fé konmsi arien n'été... mé la plipar d'tan bann zouar i fé antansion i kol aou, i fé artir aou out morso é ou lé blizé répar out lérèr.

Pou kosa mi di sa? Pars la-ba Sint-André na in drol trikmardaz dann la méri. Na in mèr élu avèk in for majorité sé Virapoullé... mé lo moun i sort ète kondané pars na dé z'afèr pa korèk la s'pass dann in l'amikal pèrsone l kominal si tèlman ké lo lansien mèr- lo mèm ké lo nouvo, par l'fèt- lé interdi sign bann papyé sak i apèl l'ordonansman. Konm li lé interdi, li lé mèr kant mèm é a s'ki paré sé promyèr adzoint madam Chane-To ké na lo délégasyon. Normalman tribinal n'oré pi désid in inélézibilité, mé na d'moun na plis la shans ké d'ot. Moin la antann dsi rényon promyèr lo mèr apré di li la suiv sak l'éta la di ali. Bon pou sa mèm, na oir la suit si nana in suit.

Solman an atandan, si moin lété lo délégatèr, moin nora méfyé d'sa, é bien avèy sa konm lé dsi l'fé. Pou kosa? Pars, mazine in kou dann lo bann papyé noré inn sré pa tro katolik, inn k'i pé fé an-nuir aou in zour. Mazine in kou ké ou i sign sa lo zyé fèrmé - dé foi léspri lé pa la- dé foi ou i konpran pa bien in n'afèr, mé konm ou na out fyété, ou i vé pa pass pou in soz. L'èr-la, ou i fé in gran sign do kroi épi ou i sign, é kan ou na zannui, ou i di: «Démyé, moin té kass mon zann so zour la!». Na in n'ot afèr moin la fine antann: i di pa «l'inyon sé la lite?»... donk si ou n'a in z'alyé é ou i vé li fé pa ou in kani-krosh, bin ou na bézoin in pti z'afèr kont li. Pa in gro! zis in pti de fason, si i fo, fé fèrm son také.

Donk, si moin té lo délégatèr, moin noré méfyé. Méfyé zounou! Méfyé zanbèk! Sa i ariv kan ou i bès la gard.

Justin

NB: Mi koné d'ot zélu la pa gingn la mèm shans ké Virapoullé... Shakinn son shans! Shakinn son shias!